



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Lecture des conclusions  
de la commission mixte paritaire sur le PLF 2025**

**Jeudi 6 février 2025**

**Sénat**

Monsieur le président,  
Madame la ministre chargée des comptes publics,  
Monsieur le président de la commission des Finances,  
Monsieur le rapporteur général du Budget,  
Mesdames, Messieurs les sénateurs,

Vous connaissez le contexte dans lequel nous vous soumettons ce projet de loi de finances.

L'aggravation des tensions internationales a pesé sur nos perspectives de croissance, de même que l'incertitude générée par la censure en décembre dernier.

En faisant tomber le gouvernement, cette censure a privé la France d'un budget. Nous fonctionnons en service minimum. Elle a privé les acteurs économiques de visibilité.

L'urgence budgétaire devient une urgence absolue, et je salue la responsabilité avec laquelle tous les partis et groupes parlementaires se sont mobilisés pour parvenir à un texte de redressement financier. Je remercie sincèrement les 14 membres de la commission mixte paritaire, et leurs suppléants, qui se sont réunis la semaine dernière pendant 14h pour finaliser un texte qui me semble être de nature à concilier nos priorités. Par-là, je remercie tout particulièrement Monsieur le rapporteur général du budget qui a œuvré en continu en amont de cette commission mais aussi les jours qui ont suivi, pour que nous parvenions à la version du texte qui vous est présentée aujourd'hui.

Il n'est que temps d'adopter un budget pour 2025, un budget pour restaurer notre souveraineté, notre crédibilité et notre capacité à aborder l'avenir. Nous en avons besoin pour lancer enfin notre agenda de réformes et d'investissements, notamment pour notre industrie.

Les efforts demandés sont à la fois réalistes et ambitieux. Réalistes parce qu'ils tiennent compte d'un contexte macroéconomique en demi-teinte. Ambitieux parce qu'ils prévoient des mesures d'économies indispensables pour respecter notre trajectoire budgétaire. Nous devons passer sous la barre des 3% de déficit d'ici 2029 : ce n'est pas un totem ou un diktat, c'est le seuil qui permet que cesse de croître notre endettement. Nous le devons à nos enfants et à notre pays. C'est aussi un impératif de souveraineté : nous avons versé à nos créanciers pour l'année écoulée 50Md€ d'intérêts. Cela correspond pour être bien clair à plus de la moitié de la totalité de l'impôt sur le revenu.

Personne ne peut s'en satisfaire, et c'est pour cela que nous sommes parvenus *collectivement* à un budget de redressement, dont l'effort est réparti entre d'une part 30 milliards d'économies et d'autre part 20 milliards de hausses d'impôts, proportionnées aux capacités contributives de chacun.

Nous avons innové sur la méthode, en dialoguant avec tous les partis et tous les groupes qui l'ont accepté.

Ce texte, préparé par d'autres gouvernements, est un texte de compromis. Ce compromis a été construit d'abord avec les partis qui nous soutiennent, ce socle commun dont je veux remercier les représentants, et dont nous avons repris de très nombreuses propositions.

Mais il intègre aussi nombre de propositions du Parti socialiste, qui a accepté le dialogue et qui, hier, à l'Assemblée nationale, a eu le courage de la non-censure. Je veux en remercier l'ensemble des parlementaires qui ont approuvé ces compromis, par leur vote comme leur abstention : ainsi le Premier ministre a accepté de rouvrir le dossier des retraites, le dossier des revenus, nous avons accru nos efforts pour la transformation écologique, le logement, l'éducation nationale, les outre-mer. J'y vois un progrès dans le fonctionnement de notre démocratie, et je prends l'engagement devant vous, avec la ministre des Comptes publics, que je félicite pour son formidable engagement, de procéder ainsi pour les autres textes que nous présenterons. Nous avons pour cela beaucoup à apprendre de la Chambre haute.

Cette méthode ne s'arrête pas au projet de loi de finances, c'est une méthode de gouvernement, elle est soutenue par le président de la République et le Premier ministre. Qu'elle nous permette d'adopter le budget dont la France a tant besoin.

J'ai donc l'honneur, après nos nombreux débats, et après les discussions et le vote conclusif en commission mixte paritaire, de vous présenter le projet de loi de finances pour l'année 2025.